

THE UGANDA Co
KAMPALA

Nom du travailleur:
No contrat :

Manyema
87

Certificat medical

 Je soussigné certifie avoir examiné ce jour le travailleur
ci-dessus et sa famille dont les noms sont ci-dessous et les ai
trouvés exempt d'infections ou maladies contagieuses et apte med
icalement a se rendre en Uganda prester le travail prévu au contr
de travail de la Uganda Co.

Ils ont été immunisés par vaccination et inoculations cont

VAV 13.7.56

Date *Ruhengeri* le *13.7* 1956

le medecin

Apte à tout travaux.

M. H. H. H.

Personnes autorisées a accompagner le travailleur.

Noms :

medicalement apte au voyage

Ruhengeri



10987

166

57
90
147

19

pub 9 25/06/40/11

Ruhengeri

Le

Rgr. T.

schmitt

CONTRAT.

Entre les soussignés :

M Uganda Co représentée par M. Van (Seymbecke)
d'une part, et Manyan
originaire du territoire de Ruhengeri Chefferie de Buhamba
village de Bunogora engagé à Ruhengeri d'autre part :

Il a été convenu ce qui suit :

Art. I. — Le contractant de seconde part s'engage à servir le contractant de première part en qualité de Cultivateur attaché à (1) plantation pour un terme de 625 jours commençant le 19 et prenant fin le

Art. II. — Uganda Co s'engage à payer au contractant de seconde part un salaire (2) par jour de 1.50 francs, une ration en nature de ingrédients par semaine (3) en argent

et les objets d'habillement et de couchage dans les conditions prévues par les dispositions sur l'hygiène des travailleurs,

Art. III. — Le salaire pendant les journées de maladie dûment constatées par le médecin sera payé au contractant de seconde part, il sera réduit de moitié si l'indisponibilité a duré au moins quinze jours.

Art. IV. — Il pourra être infligé au contractant de seconde part des amendes qui ne pourront dépasser le salaire dû pour la journée pendant laquelle elles ont été encourues (ou la moitié s'il ne reçoit pas la ration).

Art. V. — A défaut de ration en nature ou en espèce l'engagé aura la faculté de toucher son salaire par semaine.

Art. VI. — Outre les cas de rupture d'engagement, prévus à l'article 16. décret du 16 mars 1922, le contractant de première part se réserve le droit de résilier le présent contrat, dans les cas énumérés ci-après :

- 1°) Lorsque le contractant de seconde part aura encouru une condamnation judiciaire quelconque.
- 2°) Lorsque par suite de maladie ou infirmités graves permanentes, l'engagé sera devenu inapte à remplir ses fonctions (sous réserve de l'application de l'art. 14 du décret).
- 3°) Quand le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance et d'insubordination.

Art. VII. — Le contractant de première part s'engage à rapatrier le contractant de seconde part au lieu de l'engagement, (sous réserve de l'application de l'article 16 du décret).

Art. VIII. — L'employeur se réserve le droit de mettre fin au contrat moyennant un préavis de 15 jours.

Fait à Ruhengeri, le 13 juin 1940 jour du mois de juin l'an mil neuf cent cinquante 21

L'employeur,

Le contractant de seconde part,

1. Indiquer le service.
2. Annuel, hebdomadaire, journalier.
3. et 4. louse à biffer éventuellement.

Territoire du Ruanda-Urundi

Résidence d *Ruanda*

Territoire d *Ruhengeri*

PASSEPORT DE SORTIE

(Décret du 19 juillet 1926 et ord. n° 54/A.E. du 31 octobre 1941)

Le nommé *KANYENGE* fils de *Kanyenge*
et de *Kanyenge*, originaire de la colline *Kanyenge*
sous-chef, chef *Bisamaza*
territoire de *Ruhengeri*, est autorisé à quitter le Ruanda-Urundi pour se rendre
en Uganda (1) *pour contrat de 2 ans*
au Tanganyika Territory (1)
au Congo Belge (1)

Il est accompagné par sa femme
ses enfants

Ruhengeri, le *13/7/56*
L'Administrateur de Territoire,
Go Camphelle Bertrini
SCHMITZ

(1) Biffer les mentions inutiles

Extrait de la législation :

Les indigènes du Ruanda-Urundi et ceux des colonies limitrophes ne peuvent sortir du Ruanda-Urundi sans être munis d'un passeport de sortie.

Le passeport de sortie ne peut être refusé à indigène des colonies limitrophes, si ce n'est :

- 1° lorsqu'il ne justifie pas avoir satisfait aux prescriptions des règlements de police sanitaire ;
- 2° lorsqu'il est l'objet de poursuites judiciaires dans le territoire du Ruanda-Urundi.

Le passeport de sortie ne sera délivré à l'indigène du Ruanda-Urundi que :

- 1° Si, sous la puissance d'une autre personne selon la loi ou selon la coutume, il justifie avoir été autorisé par cette personne à quitter le Ruanda-Urundi ;
- 2° S'il justifie avoir satisfait aux prescriptions des règlements de police sanitaire ;
- 3° S'il n'est pas l'objet de poursuites judiciaires au Ruanda-Urundi ;
- 4° S'il ne veut pas sortir du Ruanda-Urundi pour échapper à ses obligations vis-à-vis des autorités constituées ou reconnues ;
- 5° S'il est muni d'un contrat de travail à exécuter en dehors du Ruanda-Urundi, revêtu de l'approbation de l'Administrateur de Territoire ;
- 6° Si le cautionnement en numéraire indiqué par l'Administrateur du Territoire a été déposé entre les mains d'un comptable du Ruanda-Urundi ;
- 7° Si la taxe de sortie a été payée (pour les recrutés).

Le passeport de sortie n'est pas exigé des indigènes résidant à moins de dix kilomètres des frontières, lorsqu'il se déplacent à leur compte personnel et que leur absence ne doit pas dépasser dix jours.

Ordonnance n° 21/170 du 31 décembre 1956 portant exécution des dispositions légales et réglementaires en matière de contrat de travail.

Le Vice-Gouverneur Général, Gouverneur du Ruanda-Urundi,

Vu la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1926 qui pourvoit à l'exécution de cette loi ;

Vu les décrets du 16 mars 1922 et du 30 juin 1954 sur le contrat de travail, coordonnés par l'arrêté royal du 19 juillet 1954 et modifiés par les ordonnances législatives n°s 22/140 du 21 avril 1955 et 22/383 du 11 décembre 1956, spécialement en leurs articles 23, 27, 29, 42, 68, 70 et 78 ;

Vu l'ordonnance n° 22/408 du 12 décembre 1954 - Contrat de travail - Mesures d'exécution, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'avis du Gouverneur Général du 12 septembre 1955 fixant la liste des travaux lourds et légers ;

Vu les avis des commissions du travail et du progrès social indigène ;

Vu l'autorisation du Gouverneur Général prévue par l'article 16 de l'ordonnance n° 22/408 du 12 décembre 1954 ;

Revu l'ordonnance n° 21/182 du 23 décembre 1955, telle que modifiée à ce jour,

Ordonne :

I. - Salaire minimum.

Article 1.

Le salaire journalier minimum est fixé conformément à l'annexe n° 1, colonnes 2, 3 et 4.

Article 2.

Le salaire minimum hebdomadaire ou mensuel s'obtient en multipliant respectivement par 6 ou par 25 le salaire minimum journalier.

II. - Salaire global.

Article 3.

Le salaire journalier à partir duquel l'employeur n'est plus tenu de fournir au travailleur les avantages en nature ou leur contre-valeur est fixé conformément à l'annexe n° 1,

Ordonnantie nr. 21/170 van 31 december 1956 tot uitvoering van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het arbeidscontract.

De Vice-Gouverneur-Generaal, Gouverneur van Ruanda-Urundi,

Gelet op de wet van 21 augustus 1925 op het Gouvernement van Ruanda-Urundi ;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 1926 dat in de uitvoering van deze wet voorziet ;

Gelet op de decreten van 16 maart 1922 en 30 juni 1954 op het arbeidscontract, samengevoegd bij koninklijk besluit van 19 juli 1954 en gewijzigd bij de wetgevende ordonnantiën n°s 22/140 van 21 april 1955 en 22/383 van 11 december 1956, voornamelijk wat betreft de artikelen 23, 27, 29, 42, 68, 70 en 78 ;

Gelet op de ordonnantie nr. 22/408 van 12 december 1954 - Arbeidscontract - Uitvoeringsmaatregelen, zoals gewijzigd tot op heden ;

Gelet op het bericht van de Gouverneur-Generaal van 12 september 1955 houdende vaststelling van de lijst van de zware en lichte arbeid ;

Gelet op de adviezen van de commissies voor arbeid en sociale vooruitgang van de inlanders ;

Gelet op de machtiging van de Gouverneur-Generaal voorzien bij artikel 16 van de ordonnantie nr. 22/408 van 12 december 1954 ;

Herzien ordonnantie nr. 21/182 van 23 december 1955, zoals gewijzigd tot op heden,

Beveelt :

I. - Het minimum loon.

Artikel 1.

Het minimum dagloon wordt bepaald overeenkomstig bijlage nr. 1, kolommen 2, 3 en 4.

Artikel 2.

Het minimum week- of maandloon wordt bekomen door het minimum dagloon respectievelijk te vermenigvuldigen met 6 of 25.

II. - Het globaal loon.

Artikel 3.

Van zodra het dagloon het bedrag bereikt bepaald in bijlage nr. 1, kolom 12, is de werkgever er niet meer toe gehouden aan de arbeider de voordelen in natura of hun te-

colonne 12.

Article 4.

Le salaire global hebdomadaire ou mensuel s'obtient en multipliant respectivement par 6 ou par 25 le salaire global journalier.

III. - Avantages en nature.

A. - Ration.

Article 5.

La ration journalière est composée conformément à l'annexe n° 2. Toutefois, l'employeur est autorisé à remettre une ration réduite à 650 grammes de viande par semaine à ceux de ses travailleurs occupés à des travaux agricoles ou à des travaux ordinaires ou légers pour autant que ces travailleurs disposent de terres de culture sur les lieux du travail ou à proximité de ceux-ci.

Article 6.

Les Résidents sont délégués pour arrêter par région la contrevalet en espèces de la ration complète et des bananes, légumes et fruits frais dont question au 2ème alinéa de l'article 7.

Les taux de cette contrevalet, là où le paiement en est autorisé par les Résidents, figurent à l'annexe n° 1, colonnes 5, 6, 7 et 8.

La contrevalet en espèces de la ration réduite est fixée conformément à l'annexe n° 1, colonne 9.

Article 7.

La remise de la contrevalet en espèces de la ration réduite à 650 grammes de viande par semaine ne peut être autorisée par les Résidents que dans les cas où la distribution en nature ne peut être organisée dans des conditions satisfaisantes eu égard à la dispersion des entreprises.

Dans le territoire d'Usumbura, la remise de la contrevalet en espèces de la ration ne peut être autorisée qu'en ce qui concerne les bananes, les légumes et fruits frais divers. Elle pourra néanmoins être autorisée pour l'ensemble de la ration du personnel domestique occupé dans ce territoire.

Pour l'application de ce qui précède, le territoire d'Usumbura ne comprend pas la zone de ce territoire située en sous-chefferie Rwakayero au nord d'une ligne définie comme suit :

- la Kagerure de son confluent avec la Muzazi jusqu'à l'ancienne route de Shangugu ;
- cette route en direction du sud jusqu'au pont de la Kikoma ;

genwaarde uit te keren.

Artikel 4.

Het globaal week- of maandloon wordt bekomen door het globaal dagloon respectievelijk te vermenigvuldigen met 6 of 25.

III. - Voordelen in natura.

A. - Rantsoen.

Artikel 5.

Het dagelijks rantsoen is samengesteld overeenkomstig bijlage nr. 2. De werkgever is evenwel gemachtigd een verminderd rantsoen van 650 grammen vlees per week te verschaffen aan de arbeiders die veld-, gewone of lichte arbeid verrichten indien deze arbeiders op de plaats waar zij werken of in de nabijheid ervan over cultuurgronden beschikken.

Artikel 6.

De Residenten worden er toe gemachtigd per streek de tegenwaarde in speciën te bepalen van het volledig rantsoen en van de bananen, verse groenten en fruit waarvan sprake in alinea 2 van artikel 7.

De bedragen van deze tegenwaarde, daar waar de betaling ervan door de Residenten is toegelaten, zijn vermeld in bijlage 1, kolommen 5, 6, 7 en 8.

De tegenwaarde in speciën van het verminderd rantsoen wordt vastgesteld overeenkomstig bijlage 1, kolom 9.

Artikel 7.

De betaling van de tegenwaarde in speciën van het verminderd rantsoen van 650 grammen vlees per week mag slechts door de Residenten toegelaten worden in de gevallen waarin de uitdeling in natura niet in de gewenste voorwaarden kan geschieden om reden van de verspreiding der ondernemingen.

In het gewest Usumbura kan de betaling van de tegenwaarde in speciën slechts toegelaten worden voor wat betreft de bananen, de groenten en allerlei vers fruit. Zij zal nochtans kunnen toegelaten worden voor gans het rantsoen van het dienstpersoneel in dit gewest. Voor de toepassing van wat voorafgaat omvat het gewest Usumbura niet de zone gelegen in de onderhoofdij Rwakayero ten noorden van een lijn die bepaald is als volgt :

- de Kagerure vanaf haar samenvloeiing met de Muzazi tot aan de oude baan naar Shangugu ;
- deze baan in zuidelijke richting tot aan de brug over de Kikoma ;

- la Kikoma depuis ce pont jusqu'à la côte 1.000.

B. - Logement.

Article 8.

L'employeur est autorisé à ne pas loger ses travailleurs journaliers ou temporaires pour autant qu'ils disposent de terres de culture sur les Jieus du travail ou à proximité de ceux-ci.

Article 9.

La contrevaletur journalière du logement là où le paiement de cette contrevaletur est autorisé par le Résident, est fixée conformément à l'annexe n° 1, colonne 10, quelle que soit la composition de la famille.

C. - Objets d'équipement et de couchage.

Article 10.

La contrevaletur journalière de la couverture, là où le paiement de cette contrevaletur est autorisé par le Résident, est fixée conformément à l'annexe n° 1, colonne 11.

Article 11.

La contrevaletur hebdomadaire ou mensuelle de la ration, du logement et des objets d'équipement et de couchage s'obtient en multipliant respectivement par 6 ou par 25 la contrevaletur journalière.

IV. — Amendes.

Article 12.

Dans les entreprises dont la main d'œuvre atteint un minimum de 10 travailleurs, l'employeur est tenu de consigner dans un registre les amendes et les retenues opérées sur le salaire à titre de dommages-intérêts, en mentionnant :

- le nom du travailleur qui subit la sanction;
- le motif de l'amende ou de la retenue ;
- le montant du salaire journalier ;
- le montant de l'amende ou de la retenue dans deux colonnes respectives ;
- le nom et le paraphe de la personne qui inflige la sanction ;
- la date.

Ce registre doit être tenu dans chaque siège d'exploitation occupant plus de 25 travailleurs.

Article 13.

Le produit des amendes perçues par l'employeur est versé à la fin de chaque trimestre à la section du Ruanda-Urundi de l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène (Compte B.C.B. Usumbura n° 2671).

- de Kikoma vanaf deze brug tot aan hoogte 1.000.

B. - Huisvesting.

Artikel 8.

Het is de werkgever toegelaten de dagloners en tijdelijke arbeiders geen huisvesting te verschaffen indien zij op de plaats van de arbeid of in de nabijheid ervan over cultuurgronden beschikken.

Artikel 9.

De tegenwaarde van de huisvesting, daar waar deze betaling door de Resident toegelaten is, wordt per dag bepaald overeenkomstig bijlage nr. 1, kolom 10, welke ook de samenstelling van de familie weze.

C. - Uitrustingsstukken en slaappgoed.

Artikel 10.

De tegenwaarde van de deken, daar waar deze betaling door de Resident toegelaten is, wordt per dag bepaald overeenkomstig bijlage nr. 1, kolom 11.

Artikel 11.

De tegenwaarde van het rantsoen, de huisvesting of de uitrustingsstukken en het slaappgoed per week of per maand wordt bekomen door de dagelijkse tegenwaarde respectievelijk te vermenigvuldigen met 6 of 25.

IV. — Boeten.

Artikel 12.

In de ondernemingen met minimum tien arbeiders is de werkgever gehouden in een register de boeten en afhoudingen die ten titel van schade en intresten werden opgelegd, op te tekenen, mits te vermelden :

- de naam van de arbeider die de straf heeft opgelopen ;
- de reden van de boete of afhouding ;
- het bedrag van het dagloon ;
- het bedrag van de boete of de afhouding in hun respectievelijke kolommen ;
- de naam en de paraaf van de persoon die de straf oplegt ;
- de datum.

Dat register moet gehouden worden in iedere zetel van exploitatie waar minstens 25 arbeiders werkzaam zijn.

Artikel 13.

De opbrengst van de door de werkgever geïnde boeten wordt op het einde van iedere trimester gestort ten voordele van de afdeling Ruanda-Urundi van het "Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène" (Rekening n° 2671 van de B.C.B. Usumbura).

Les employeurs qui ont organisé des œuvres en faveur de leur personnel peuvent demander au Résident l'autorisation de verser à ces œuvres le produit des amendes.

Les dates de versement sont mentionnées au registre prévu à l'article 12 et les pièces justificatives seront annexées à ce registre.

V. — Livret et carte de travail.

A. — A Usumbura.

Article 14.

Dans les limites de la circonscription urbaine et des centres extra-coutumiers d'Usumbura, tout travailleur ou tout indigène du Ruanda-Urundi, du Congo Belge ou des colonies voisines demandeur d'emploi, est tenu de se munir d'une carte de travail du modèle A ci-annexé (annexe n° 3).

Article 15.

La carte de travail modèle A est délivrée gratuitement par le bureau de contrôle de la main-d'œuvre sur présentation du livret d'identité ou tout autre document qui en tient lieu (carte spéciale d'identité, attestation d'immatriculation).

La carte de travail est signée par celui qui la délivre et revêtue du sceau administratif.

Elle reçoit un numéro d'ordre d'après celui de la fiche de contrôle modèle B définie à l'article 24. Ce numéro est reproduit dans le livret d'identité à la page réservée aux "indications diverses" ou sur le document en tenant lieu.

Article 16.

La carte de travail doit rester constamment entre les mains de son titulaire, sauf dans les cas prévus par la présente ordonnance et qui répondent à des nécessités administratives. La carte doit être présentée par son titulaire à toute réquisition d'un agent de l'autorité.

Article 17.

Aucun employeur ne peut valablement engager une personne qualifiée à l'article 14 qui n'est pas en possession :

- 1° de sa carte de travail ;
- 2° de son livret d'identité ou du document en tenant lieu.

Article 18.

Dans les sept jours qui suivent l'engagement d'un travailleur, même à l'essai, l'emplo-

De werkgevers die weldadigheidswerken hebben ingericht ten voordele van hun personeel, mogen aan de Resident de toelating vragen om aan deze werken de opbrengst van de boeten te storten.

De data van de stortingen worden vermeld in een register voorzien bij artikel 12 en de bewijsstukken worden aan dat register gehecht.

V. — Werkboekje en arbeidskaart.

A. — Te Usumbura.

Artikel 14.

Binnen de grenzen van het stadsgebied en van de buitengewoonterechtelijke centra van Usumbura is iedere werkzoekende arbeider of inlander van Ruanda-Urundi, Belgisch-Congo of de omliggende koloniën gehouden in het bezit te zijn van een arbeidskaart volgens hierbijgevoegd model A (bijlage nr. 3).

Artikel 15.

De arbeidskaart model A wordt gratis afgeleverd door het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten op voorlegging van het identiteitsboekje of ieder ander gelijkwaardig document (speciale identiteitskaart, immatriculatiebewijs).

De arbeidskaart wordt ondertekend door deze die ze heeft afgeleverd en voorzien van het zegel der administratie.

Zij krijgt een volgnummer dat hetzelfde is als dit vermeld op de controle-steekkaart model B vastgesteld bij artikel 24. Dit nummer wordt ingeschreven in het identiteitsboekje op de bladzijde voorbehouden aan "verschillende vermeldingen" of op het document van dezelfde aard.

Artikel 16.

De arbeidskaart moet in handen van de titularis blijven, behoudens de bij deze ordonnantie voorziene gevallen die beantwoorden aan administratieve noodwendigheden. Op verzoek van ieder beambte van de overheid is de titularis er toe gehouden de kaart te vertonen.

Artikel 17.

De werkgever kan geen persoon zoals bepaald bij artikel 14 in dienst nemen die niet in het bezit is van :

- 1° zijn arbeidskaart ;
- 2° van zijn identiteitsboekje of een gelijkwaardig document.

Artikel 18.

Binnen de zeven dagen na de indienstneming, zelfs op proef, is de werkgever er toe

yeur est tenu d'envoyer au bureau de contrôle de la main-d'œuvre un avis d'engagement modèle C auquel il joint obligatoirement les documents prévus à l'article 17 et trois photographies de l'engagé.

Après visa, le bureau de contrôle de la main-d'œuvre renvoie à l'expéditeur les documents précités qui sont immédiatement restitués à l'engagé par l'employeur. Il y joint le double de la fiche contrôle modèle B prévue à l'article 24.

L'agent du Gouvernement chargé du bureau de contrôle de la main-d'œuvre pourra exiger la comparution de tout nouvel engagé, muni des documents cités à l'article 17, de l'avis d'engagement et de trois photographies.

L'avis d'engagement sera du modèle C ci-annexé (annexe n° 3) sur format carte postale.

Article 19.

L'employeur est tenu de porter régulièrement toutes les inscriptions requises à la carte de travail (engagement et licenciement) et à la fiche contrôle modèle B.

Article 20.

Tout licenciement d'un engagé doit être signalé dans les sept jours par l'employeur.

Toute disparition, toute désertion doit être signalée dans les trente jours par l'employeur.

A cette fin, il adresse au bureau de contrôle de la main-d'œuvre par recommandé ou cahier de transmission la fiche contrôle modèle B en sa possession, en y portant une des mentions suivantes selon le cas : licenciement - désertion - disparition - décès. En aucun cas, la fiche modèle B ne sera pas remise entre les mains du travailleur.

Article 21.

Lors du licenciement, le titulaire de la carte de travail est tenu de se présenter dans les trois jours au bureau de contrôle de la main-d'œuvre dans le but d'y faire viser sa carte de travail, à moins qu'il n'ait contracté un nouvel engagement avant l'échéance du délai. Dans ce cas, la carte est visée à la fois pour licenciement et pour engagement.

Article 22.

Tous les indigènes visés à l'article 14 qui ne se trouvent pas liés par un contrat peuvent, sur convocation du bureau de contrôle de la main-d'œuvre, être tenus de se présen-

teu gehouden naar het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten een bericht van indienstneming model C te sturen; hij is verplicht er de bij artikel 17 voorziene documenten alsmede drie foto's van de aangenomene bij te voegen.

Na ze gevisceerd te hebben stuurt het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten voornoemde documenten terug, die onmiddellijk door de werkgever aan de aangenomene worden teruggegeven. Het voegt er tevens een duplicata bij van de controle-steekkaart model B voorzien bij artikel 24.

De beambte van het Bestuur gelast met het bureau voor het toezicht op de arbeidskrachten zal het verschijnen van ieder nieuw aangenomene mogen eisen, voorzien van de documenten opgesomd in artikel 17, van het bericht van indienstneming en van drie foto's.

Het bericht van indienstneming zal in postkaart-formaat volgens hierbij gevoegd model C (bijlage n° 3) worden opgemaakt.

Artikel 19.

De werkgever is er toe gehouden regelmatig alle vereiste inschrijvingen te doen op de arbeidskaart (indienstneming en afdanking) en op de controle-steekkaart model B.

Artikel 20.

Iedere afdanking moet door de werkgever binnen de zeven dagen worden aangegeven.

Iedere verdwijning, iedere verlating van dienst moet door de werkgever binnen de zeven dagen worden aangegeven.

Te dien einde stuurt hij per aangetekend schrijven of transmissieboekje, naar het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten, de controle-steekkaart model B die in zijn bezit is nadat hij er een van volgende meldingen heeft op aangebracht: afdanking-verlating van dienst-verdwijning-overlijden. In geen geval zal de steekkaart model B aan de arbeider mogen overhandigd worden.

Artikel 21.

In geval van afdanking is de titularis van de arbeidskaart er toe gehouden zich binnen de drie dagen bij het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten aan te bieden met het doel er zijn arbeidskaart te laten viseren, tenzij hij reeds opnieuw in dienst werd genomen vóór het verstrijken van de termijn. In dit geval wordt de kaart gevisceerd en voor afdanking en voor indienstneming.

Artikel 22.

Iedere inlander vallend onder bepalingen van artikel 14 en die niet gebonden is door een contract kan, na door het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten te zijn opge-

ter à ce bureau pour l'appel hebdomadaire des chômeurs, à moins qu'ils ne prouvent à la satisfaction de l'autorité qu'ils occupent une situation lucrative avouable.

Article 23.

Le bureau de contrôle de la main-d'œuvre organisé aux centres extra-coutumiers d'Usumbura et dirigé par le représentant de l'autorité tutélaire, est spécialement chargé de l'établissement des cartes de travail, des fiches contrôle modèle B ainsi que du visa des cartes de travail.

Article 24.

Pour chaque carte de travail délivrée ou en usage dans le ressort, le bureau de contrôle de la main-d'œuvre tient une fiche contrôle du modèle B ci-annexé (annexe n° 3), reproduisant toutes les indications qui figurent à la carte de travail et comportant en outre une photographie.

Le numéro de la fiche contrôle doit reproduire le numéro de la carte de travail.

Les fiches modèle B sont établies en deux exemplaires dont un demeure au bureau de contrôle de la main-d'œuvre, le second étant confié à l'employeur.

Article 25.

La perte de la carte de travail doit être signalée, dans les quinze jours, au bureau de contrôle de la main-d'œuvre par le titulaire de la carte de travail.

Article 26.

Les cartes perdues ou hors d'usage sont remplacées gratuitement par le bureau de contrôle de la main-d'œuvre.

La nouvelle carte portera le numéro d'ordre de l'ancienne à moins qu'il n'y ait impossibilité matérielle d'identifier ce numéro.

Article 27.

Toute plainte de l'employeur pour infraction aux décrets coordonnés sur le contrat de travail doit être accompagnée de la fiche modèle B qu'il détient.

B. - Hors d'Usumbura.

Article 28.

Hors de la zone d'application du système dont question aux articles 14 à 27, tout travailleur - à l'exception des domestiques - ou tout indigène du Congo Belge, du Ruanda-Urundi

roepen, er toe gehouden zijn op het wekelijks appel van de werklozen te verschijnen, tenzij hij ter voldoening van de overheid kan bewijzen dat hij een degelijk winstgevend beroep uitoefent.

Artikel 23.

Het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten, ingericht in de buitengewoonrechtelijke centra van Usumbura en bestuurd door de vertegenwoordiger van de voogdelijke overheid, is speciaal gelast met het opmaken van de arbeidskaarten, de controle-steekkaarten model B alsmede met het viseren van de arbeidskaarten.

Artikel 24.

Voor iedere in het rechtsgebied afgeleverde of in gebruik zijnde arbeidskaart houdt het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten een controle-steekkaart volgens hierbijgevoegd model B (bijlage nr. 3), welke alle aanduidingen herneemt welke op de arbeidskaart voorkomen en ten andere voorzien is van een foto.

Het nummer van de controle-steekkaart moet het nummer van de arbeidskaart weergeven.

De steekkaarten model B worden in tweevoud opgemaakt waarvan één op het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten blijft, terwijl de andere aan de werkgever wordt toevertrouwd.

Artikel 25.

Het verlies van de arbeidskaart moet door de titularis binnen de vijftien dagen aan het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten worden bekendgemaakt.

Artikel 26.

De verloren of buiten gebruik gestelde kaarten worden gratis door het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten vervangen.

De nieuwe kaart zal het nummer van de oude dragen tenzij het materieel onmogelijk ware het nummer te identificeren.

Artikel 27.

Iedere klacht van de werkgever wegens inbreuk op de samengeordende decreten op het arbeidscontract moet vergezeld gaan van de controle-steekkaart model B welke in zijn bezit is.

B. - Buiten Usumbura.

Artikel 28.

Buiten de zone van toepassing van het systeem waarvan sprake in de artikelen 14 tot 27, is ieder arbeider - met uitzondering van het dienstpersoneel - of ieder inlander van

ou des colonies voisines demandeur d'emploi, qui ne réside pas dans une cité indigène ou une cité de travailleurs est tenu de se munir d'une carte de pointage mensuelle du modèle repris à l'annexe n° 4.

Le travailleur devra toujours être porteur de la carte de pointage du mois courant et la présenter à toute réquisition d'un agent du Service territorial ou d'une autorité indigène. Il la remettra en fin de mois à son employeur en justification du paiement de la rémunération.

L'employeur devra conserver les cartes de pointage de ses travailleurs pendant au moins un an après l'expiration du mois pour lequel la carte a été délivrée.

VI. - Charge de portage.

Article 29.

La charge maximum qui peut être confiée aux porteurs, bagages et nourritures compris, ne peut dépasser le poids de 20 kilogrammes si elle est portée par un seul homme et de 35 kilogrammes si elle est portée par deux hommes.

VII. - Recrutement.

Article 30.

L'écrit à mettre en possession du recruté dès la formation du contrat de recrutement devra porter, outre les mentions énumérées à l'article 79 des décrets coordonnés par arrêté royal du 19 juillet 1954, l'indication du mode de transport et de la route à suivre.

Article 31.

Il est interdit de recruter ou d'engager des travailleurs dans le territoire de Kigali à moins que leur activité ne soit exclusivement utilisée dans ce territoire.

VIII - Sanctions.

Article 32.

Sont passibles d'une amende qui ne dépassera pas cent francs, les personnes citées à l'article 14 :

- 1^o- qui, à l'expiration des délais fixés, ne sont pas en possession de leur carte de travail ;
- 2^o- qui détruisent volontairement leur carte de travail, l'altèrent, la falsifient, la font ou la laissent détruire, altérer ou falsifier ;
- 3^o- qui font usage ou tentent de faire usage de cartes de travail altérées, falsifiées ou remplacées ;

Belgisch-Congo, Ruanda-Urundi of de naburige koloniën, die een plaats aanvraagt en die niet in een buitengewoonrechtelijk centrum, een inlandse wijk of een arbeiderswijk verblijft, er toe gehouden zich te voorzien van een maandelijks pointeerkaart volgens model bepaald bij bijlage n° 4.

De arbeider zal steeds drager moeten zijn van de pointeerkaart van de lopende maand en ze voorleggen op ieder verzoek van een beambte van de Gewestdienst of een inlandse overheid. Hij zal ze op het einde van de maand aan de werkgever voorleggen ter rechtvaardiging van de betaling van de vergoeding.

De werkgever zal de pointeerkaarten van zijn arbeiders ten minste gedurende één jaar na het verstrijken van de maand voor dewelke zij werden afgeleverd, moeten bewaren.

VI. - Draaglast.

Artikel 29.

De maximum last welke de dragers kan worden opgelegd, reisgoed en voedsel inbegrepen, mag de 20 kilogram niet te boven gaan indien hij door één man, en 35 kilogram indien hij door twee mannen gedragen wordt.

VII. - Aanwerving.

Artikel 30.

Het geschrift dat bij de opstelling van het contract van aanwerving in het bezit moet gesteld worden van de aangeworvene zal, behoudens de meldingen opgesomd bij artikel 79 van de bij koninklijk besluit van 19 juli 1954 samengeordende decreten, de wijze van vervoer en de te volgen weg moeten aanduiden.

Artikel 31.

Het is verboden arbeiders aan te werven of in dienst te nemen in het gewest Kigali tenzij hun bedrijvigheid slechts in dat gewest gebruikt wordt.

VIII - Strafmaatregelen.

Artikel 32.

Zijn strafbaar met een boete welke de 100 frank niet zal te boven gaan, de personen vermeld in artikel 14 :

- 1^o- die bij het verstrijken van de gestelde termijnen niet in het bezit zijn van hun arbeidskaart ;
- 2^o- die vrijwillig hun arbeidskaart vernietigen, schenden, vervalsen, ze doen of laten vernielen, schenden of vervalsen ;
- 3^o- die gebruik maken of pogen gebruik te maken van geschonden, vervalste of vervangen kaarten ;

4°- qui font usage ou tentent de faire usage de cartes de travail périmées ou appartenant à autrui.

En cas de mauvaise foi ou de récidive, la peine prévue au présent article pourra être portée à 200 francs d'amende.

Article 33.

Sont passibles d'une amende qui ne dépassera pas cent francs, les employeurs :

- 1°- qui engagent à leur service une personne citée à l'article 14 non munie de sa carte de travail ;
- 2°- qui négligent de porter aux cartes de travail et aux fiches contrôle modèle B les inscriptions requises lors de l'engagement ou du licenciement du titulaire ;
- 3°- qui négligent d'adresser au bureau de contrôle de la main-d'œuvre les documents prévus aux articles 18 et 20 de la présente ordonnance ;
- 4°- qui portent sur la carte de travail ou la fiche contrôle modèle B des inscriptions autres que celles qui sont prévues.

En cas de mauvaise foi ou de récidive, la peine prévue au présent article pourra être portée à cinq cents francs d'amende.

Article 34.

Sont passibles d'une amende qui ne dépassera pas cent francs, les travailleurs cités au 1^{er} alinéa de l'article 28 :

- 1°- qui ne sont pas en possession de leur carte de pointage du mois ;
- 2°- qui détruisent volontairement leurs cartes, les altèrent, les falsifient, les font ou les laissent détruire, altérer ou falsifier ;
- 3°- qui font usage ou tentent de faire usage de cartes de pointage altérées, falsifiées ou remplacées ;
- 4°- qui font usage ou tentent de faire usage de cartes de pointage périmées ou appartenant à autrui.

En cas de mauvaise foi ou récidive, la peine prévue au présent article pourra être portée à 200 francs d'amende.

Article 35.

Sont passibles d'une amende qui ne dépassera pas cent francs, les employeurs :

- 1°- qui négligent de remettre à un travailleur la carte de pointage dont question à l'article 28 ;
- 2°- qui omettent de porter aux cartes de pointage les indications prévues par le modèle annexé à la présente ordonnance

4°- die gebruik maken of pogen gebruik te maken van vervallen of andermans kaarten.

In geval van kwade trouw of van herhaling, zal de bij dit artikel voorziene straf op 200 frank boete kunnen gebracht worden.

Artikel 33.

Zijn strafbaar met een boete welke de honderd frank niet zal te boven gaan, de werkgevers :

- 1°- die een persoon in dienst nemen vernoemd in artikel veertien die niet in het bezit is van zijn arbeidskaart ;
- 2°- die verwaarlozen op de arbeidskaarten en en op de controle-steekkaarten model B de vereiste inschrijvingen te doen bij de indienstneming of de afdanking ;
- 3°- die verwaarlozen aan het bureau voor toezicht op de arbeidskrachten de documenten te richten voorzien bij de artikelen 18 en 20 van deze ordonnantie ;
- 4°- die op de arbeidskaart of de controle-steekkaart model B andere inschrijvingen doen dan deze die voorzien zijn.

In geval van kwade trouw of herhaling zal de bij dit artikel voorziene straf kunnen gebracht worden op vijfhonderd frank boete.

Artikel 34.

Zijn strafbaar met een boete welke de honderd frank niet zal te boven gaan, de arbeiders vernoemd in alinea 1 van artikel 28 :

- 1°- die niet in het bezit zijn van de pointeerkaart van de lopende maand ;
- 2°- die vrijwillig hun kaarten vernietigen, schenden, vervalsen, ze doen of laten vernietigen, schenden of vervalsen ;
- 3°- die gebruik maken of pogen gebruik te maken van geschonden, vervalste of vervangen pointeerkaarten ;
- 4°- die gebruik maken of pogen gebruik te maken van vervallen of andermans pointeerkaarten.

In geval van kwade trouw of herhaling zal de bij dit artikel voorziene straf op 200 frank boete kunnen gebracht worden.

Artikel 35.

Zijn strafbaar met een boete welke de honderd frank niet zal te boven gaan, de werkgevers :

- 1°- die verwaarlozen aan een arbeider de pointeerkaart voorzien bij artikel 28, te overhandigen ;
- 2°- die nalaten op de pointeerkaarten de inschrijvingen te doen voorzien bij het model gevoegd bij deze ordonnantie of de

ou la mention exacte des jours de présence de l'engagé ;

- 3o- qui portent sur la carte de pointage des inscriptions non prévues par le modèle annexé à la présente ordonnance.

En cas de mauvaise foi ou de récidive, la peine prévue au présent article pourra être portée à 500 francs d'amende.

Article 36.

L'ordonnance n° 21/182 du 23 décembre 1955, telle que modifiée à ce jour, est abrogée.

Article 37.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1957.

Usumbura, le 31 décembre 1956.

juiste melding van de dagen aanwezigheid van de aangenomene ;

- 3o- die op de pointerkaart inschrijvingen doen welke niet voorzien zijn bij het model gevoegd bij deze ordonnantie.

In geval van kwade trouw of herhaling zal de bij dit artikel voorziene straf op 500 frank kunnen gebracht worden.

Artikel 36.

De ordonnantie n° 21/182 van 23 december 1955, zoals gewijzigd tot op heden, wordt afgeschaft.

Artikel 37.

Deze ordonnantie zal in voege treden op 1 januari 1957.

Usumbura, 31 december 1956.

HARROY.

Régions - Streek	Salaire - Loon			Ration complète Volledig rantsoen			Contrevaleur des bananes et fruits frais divers de la ration (2)	Ration réduite	Logement	Couver- ture	Salaire global
	(3)			(1)			Tegenwaarde van de bananen, verse groenten en fruit	Verminderd rantsoen	Huisvesting	Deken	Globaal loon
	Lourd Zwaar	Ordinaire Gewoon	Léger Licht	Lourd Zwaar	Ordinaire Gewoon	Léger Licht					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Résidence du Ruanda — Residentie Ruanda											
Territoire de — Gewest Kigali	8,14	7,40	6,66	9,53	7,80	5,72	—	2,50	0,60	0,25	22
" " Nyanza	8,14	7,40	6,66	10,05	8,32	5,89	—	2,50	0,60	0,25	22
" " Astrida	8,14	7,40	6,66	10,05	8,32	5,89	—	2,50	0,60	0,25	22
" " Shangugu	8,14	7,40	6,66	10,05	8,32	5,89	—	2,50	0,60	0,25	22
" " Kibuye	8,14	7,40	6,66	9,53	7,80	5,72	—	2,50	0,60	0,25	22
" " Kisenyi	8,14	7,40	6,66	9,53	7,80	5,72	—	2,50	0,60	0,25	22
" " Ruhengeri	8,14	7,40	6,66	9,53	7,80	5,72	—	2,50	0,60	0,25	22
" " Biumba	8,14	7,40	6,66	9,53	7,80	5,72	—	2,50	0,60	0,25	22
" " Kibungu	8,14	7,40	6,66	9,53	7,80	5,72	—	2,50	0,60	0,25	22
Résidence de l'Urundi — Residentie Urundi											
Territoire d'Usumbura — Gewest Usumbura											
A. - Travailleurs prêtant leurs services dans la C. U.											
Arbeiders die hun diensten presteren in het stads- gebied.											
1. Résidant dans les C. E. C. ou dans le faubourg rural.	12,65	11,50	10,35	10,22	8,49	5,89	1 (2)	—	3,50	0,25	30
In de buitengewoonterechtelijke centra of in de landelijke buitenwijk verblijvend.											
2. Résidant ailleurs — Elders verblijvend.	12,65	11,50	10,35	10,22	8,49	5,89	1 (2)	—	0,60	0,25	30
B. - Travailleurs prêtant leurs services dans le territoire d'Usumbura tel que défini par l'article 7 de la présente ordonnance.											

Résidence de l'Urundi
Residentie Urundi
Centres extra-contumiers
Buitengewoonterechtelijke centra
B. P. 117
Postbus

Modèle C.
Model C.

N°
Nr.

Avis d'engagement
Bericht van indienstneming.

Employeur
Werkgever
Nom de l'engagé
Naam van de aangenomene
Engagé le
In dienst genomen op
Pour une durée de
Voor een duur van
En qualité de
In hoedanigheid van
Au salaire de
Loon

Usumbura, le
de
(Signature)
(Handtekening)

S. P. Cet avis est à renvoyer au Service de la M.O.I. des C.E.C. (B.P. 117 Usumbura) dès l'engagement de l'intéressé.

P.S. Dit bericht moet naar de Dienst van de Inlandse Arbeidskrachten van de Buitengewoonterechtelijke Centra (Postbus 117 Usumbura) teruggestuurd worden zodra betrokkene in dienst genomen is.

Résidence de l'Urundi
Residentie Urundi
Centres extra-contumiers
Buitengewoonterechtelijke centra
B. P. 117
Postbus

N°
Nr.

Avis de licenciement
Bericht van afdanking

Je soussigné
Ondergetekende
Déclare avoir congédié le
Verklaart afgedankt te hebben op
Le nommé
De genaamde
Qui avait été engagé le
Die in dienst genomen werd op

Usumbura, le
de
(Signature)
(Handtekening)

P. S. Si le présent avis de licenciement n'a pas été utilisé dans le délai d'un mois à dater du jour de l'engagement, l'intéressé sera renvoyé au Service de la M.O.I. des C.E.C. pour l'établissement de la carte de travail définitif. - **Lundi ou jeudi avant midi.**

P.S. Indien dit bericht van afdanking niet gebruikt werd binnen de maand na de dag van indiensttreding, zal betrokkene teruggestuurd worden naar de Dienst van de Inlandse Arbeidskrachten van de Buitengewoonterechtelijke Centra voor het opmaken van de definitieve arbeidskaart. - **Dit op een maandag of donderdag ochtend.**

